

<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2373>



<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article1514>

**Sauvons
l'Université**
<http://www.sauvonsluniversite.fr>



Réponse à la provocation présidentielle du 22 janvier,

par Alain Trautman (SLR), 26 janvier 2009

Pour lire l'article sur le site de [SLR](#).

Ecouter et voir [sur le site de l'Elysée](#) le discours sur l'avenir de la recherche que N. Sarkozy a prononcé le 22 janvier 2009 est un exercice instructif et éprouvant. Dans ce discours était confirmée la mise en place d'un comité de 18 personnes, toutes nommées par le gouvernement (7 universitaires, 6 chefs d'entreprise, 5 personnalités politiques ou de la haute administration), connues pour leur positions proches du gouvernement en la matière, et chargées de rédiger très rapidement et en toute indépendance un rapport dont une des principales conclusions était annoncée à l'avance : retirer au CNRS la gestion de ses laboratoires et de ses personnels, le transformer en un ensemble de petites agences de répartition des moyens financiers pour la recherche, dans des laboratoires désormais universitaires. Cette année devrait donc voir la fin du CNRS, la fin d'un des centres de recherche les plus réputés au niveau international, celui qui vient d'obtenir le plus de financements européens pour des jeunes équipes de recherche de pointe, ce centre qui attire de nombreux étrangers (actuellement, 20% des recrutements), N. Sarkozy a décidé de s'en débarrasser, et vient de choisir soigneusement des personnalités qui pourraient donner leur caution à cette opération.

Ce discours a provoqué **la honte et la colère** de nombreux scientifiques. Honte d'avoir un tel Président pour la France. Là où l'on pourrait espérer la hauteur de vue d'un homme décidé à bâtir, on a vu un homme qui semble toujours vouloir remettre en place, de façon pathétique, un habit de président bien trop grand pour lui. Dans **Mesure pour Mesure**, Shakespeare parle de ces « *Grands de la terre* » enivrés de pouvoir, qui n'ont d'autre projet que de « remplir le ciel de tonnerres, rien que de tonnerres ». Il les décrit ainsi : « ... *Mais l'homme, l'homme vaniteux, drapé dans sa petite et brève autorité, connaissant le moins bien ce dont il est le mieux assuré, sa fragile essence, il s'efforce, comme un singe en colère, à faire à la face du ciel de farces grotesques qui font pleurer les anges et qui, s'ils avaient nos ironies, leur donneraient le fou-rire des mortels.* » Celui qui annonçait qu'il allait casser le CNRS avait-il

la dignité d'un Président de la République, ou mimait-il la mine menaçante, méprisante de ceux qui, dans une bande se préparent pour une baston et brûlent d'en découdre ?

Cet homme provoque la colère par **l'absurdité de ses raisonnements**, qui sont lourds de conséquences. Il est vrai que la recherche effectuée dans le secteur privé est très en retard en France, comme en témoigne le faible nombre de brevets pris par les entreprises (car dans le monde entier, ce sont ces dernières et non les universités, qui prennent l'essentiel des brevets). Ce fait est évidemment en rapport avec la faible culture en matière de recherche des dirigeants d'entreprise français, avec l'absence de considération que certains d'entre eux ont pour le doctorat (le plus haut diplôme universitaire dans tous les autres pays), regardé de haut par ces Elèves de Grandes Ecoles. N. Sarkozy ignore ce problème et invite même ces chefs d'entreprise à faire des propositions de réorganisation de la recherche ... publique. N. Sarkozy regrette que les découvertes qui ont valu le prix Nobel à Albert Fert aient été insuffisamment valorisées par des entreprises françaises, mais l'aient été plus souvent à l'étranger. Sa conclusion est ... qu'il faut casser le CNRS, c'est-à-dire la structure qui a rendu possibles ces découvertes, aux dires d'A. Fert lui-même.

C'est aussi par **ses mensonges et ses insultes** proférés d'un air gourmand que N. Sarkozy a provoqué la colère. Selon lui, les chercheurs français refuseraient d'être évalués, se contenteraient d'un confort douillet (« il y a de la lumière, c'est chauffé... ») et seraient largement improductifs, sauf peut-être les mathématiciens et les physiciens, qui sont « l'arbre qui cache la forêt ». La vérité est que la recherche est un des domaines les plus évalués : pour pouvoir être publié dans un très bon journal, mon travail est évalué par des experts internationaux (mes collègues) ; pour obtenir un contrat de l'ANR, je suis évalué par des comités d'experts, qui tiendront compte de mes publications, donc de l'avis précédent. Même chose pour les évaluations par l'AERES, par les commissions du CNRS ou de l'INSERM. Comme il sait parfaitement que c'est faux **N. Sarkozy est un menteur** quand il dit que les chercheurs ne sont pas évalués, et refusent de l'être. Il justifie son insulte par des chiffres sortis d'on ne sait où, car il fait aussi partie de ces ignorants qui croient que n'importe quel chiffre dit forcément la vérité, fût-ce celui donné par un thermomètre truqué ou cassé. J'affirme que dans tous les domaines de recherche en France il y a des gens remarquables, pas seulement en physique et en mathématiques. J'affirme que dans mon domaine, l'immunologie fondamentale, les chercheurs français font jeu égal avec les chercheurs anglais, et mieux que les allemands (chiffres disponibles sur demande). N. Sarkozy pourrait faire interroger les jeunes qui ont fait un post-doctorat aux USA. Ce sont des chercheurs compétents, qui ont pu comparer directement les performances des deux systèmes. Ils disent le plus souvent qu'avec les moyens financiers qui sont les siens, la recherche française n'a pas à avoir honte de ses performances, loin de là. Mais leur avis n'intéresse pas le Président. Il veut noyer le chien CNRS. Il faut donc qu'il ait la rage.

N. Sarkozy est un homme agité, qui pense que toute réforme est bonne, même quand elle est destructrice, parce que pour lui tout changement est bon, même s'il est climatique. Il affirme que la politique scientifique doit être débattue et revue chaque année. Il est vrai que lorsqu'il s'agit de décider de très gros équipements (comme l'EPR), un débat s'impose. Hélas, cette décision discutable (très lourde de conséquences financières) a été prise en 2005 par un gouvernement auquel appartenait N. Sarkozy, sans aucun débat public sérieux. D'autres questions, aux implications financières bien moindres, comme de savoir si on doit financer la recherche en neurobiologie fondamentale, ou s'il faut faire pression sur les neurobiologistes pour qu'ils travaillent tous sur des pathologies, Alzheimer de préférence, de telles questions ne devraient en aucun cas faire l'objet de décisions politiques, mais être laissées à

l'appréciation des scientifiques. Ce n'est hélas pas le cas. Ce gouvernement veut un pilotage détaillé, effectué en bonne partie par des non scientifiques (voir la composition du dernier comité créé), et pouvoir changer rapidement et régulièrement les sujets à la mode, tout changement étant bon par définition.

Le pilotage détaillé est important pour N. Sarkozy, car il permet d'exister politiquement en multipliant les effets d'annonce, et dans la multiplication des millions d'euros déversés sur la recherche, N. Sarkozy déploie un véritable talent de joueur de bonneteau. Ce pilotage est important aussi car il permet de limiter les investissements de recherche à quelques secteurs visibles, même si cette limitation signifie l'assèchement, qui pourrait être irrémédiable, de secteurs qui auraient été précieux dans l'avenir. Pour le gouvernement, cette économie est indispensable en période de crise, même si l'on sait que faire l'économie du cerveau n'est pas la meilleure façon de préparer une économie de la connaissance. Depuis des années on nous parle jusqu'à la nausée de cette économie de la connaissance qui, en liant systématiquement recherche et innovation, tend de plus en plus à corseter l'activité de recherche. Cette politique est hélas à l'œuvre dans tous les pays développés, mais pour sa mise en place brutale, la France a le monopole des Grandes Ecoles et d'un président qui méprise les scientifiques et les intellectuels en général.

Cette volonté de pilotage étroit de l'activité scientifique, qui permet de faire faire à l'Etat de substantielles économies, est à l'œuvre aussi **dans les universités**. L'autonomie qui leur a été récemment attribuée permet un transfert de charges financières. On verra bientôt que pour équilibrer leur budget elles seront obligées d'augmenter fortement les droits d'inscription, donc de faire prendre en charge par les familles une partie du budget de l'enseignement supérieur. Une autre économie devrait être réalisée en supprimant l'année de stage que les personnes reçues au concours de professeur (CAPES ou agrégation) effectuaient jusque là. Cette modification dans la formation des maîtres a fait protester l'ensemble de la profession, mais N. Sarkozy et son gouvernement n'en ont cure. Même la CPU (Conférence des Présidents d'Université), structure proche du pouvoir, qui avait largement inspiré la LRU (Loi Responsabilité Universités), et conféré énormément de pouvoirs aux présidents des nouvelles universités autonomes, même la CPU a récemment protesté vigoureusement contre la façon dont les réformes universitaires sont mises en place au mépris de l'opinion des personnes concernées, et avec une précipitation incompatible avec une réflexion et un fonctionnement acceptables.

Une coordination réunissant plusieurs dizaines d'universités s'est réunie précisément le 22 janvier, et a annoncé une grève totale, reconductible et illimitée si le Ministère ne retire pas, sans préalable, le projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs ainsi que la réforme de la formation et des concours de recrutement des enseignants du premier et du second degré.

La provocation que constitue le discours du 22 janvier de N. Sarkozy vient couronner des mois de travail de sape. La grève décidée par la coordination du 22 janvier doit être soutenue par tous ceux qui constatent la globalité de l'attaque contre notre système d'enseignement supérieur et de recherche. Elle doit être complétée par d'autres formes d'actions énergiques, à la mesure de la violence de l'agression absurde en cours.

Publié le lundi 26 janvier 2009